



**Vendredi  
28 avril  
2023**

**Pour nous suivre :**

**Facebook :**  
[Lutte ouvrière  
Chaumont](#)

**Site internet LO :**



**Contact :**

**courrier postal :**

Sylvain Demay,  
conseiller municipal  
Lutte ouvrière

20 rue Jules Tréfousse

52 000 CHAUMONT

**tél : 06 64 65 27 44**

**mail :**

[sylvaindemay@yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)  
[chaumont@lutte-ouvriere.org](mailto:chaumont@lutte-ouvriere.org)

**Facebook :**

[Sylvain.Demay.LO](#)

**Twitter :**

[@DemaySylvain](#)

## Le 1<sup>er</sup> Mai, manifestons pour nos retraites, nos salaires, et l'unité des travailleurs contre le nationalisme et la xénophobie !

Alors que le combat contre la retraite à 64 ans n'est pas terminé, le gouvernement allume un contre-feu sur l'immigration, pour diviser le monde du travail. Mayotte, le 101<sup>ème</sup> département français, située dans l'océan Indien, est au cœur de cette campagne anti-immigrés.

Darmanin vient d'y lancer l'opération de police Wuambushu, qui se veut spectaculaire. Il a déployé 1800 policiers et gendarmes, des CRS, des membres du Raid et du GIGN, des magistrats et installé un centre de rétention provisoire. L'objectif est de démanteler les bidonvilles habités par les immigrés en situation irrégulière et d'en expulser 10 000, essentiellement vers les Comores.

**Autrement dit, à Mayotte, la chasse aux pauvres est ouverte !**

Darmanin peut raconter ce qu'il veut, parler de délinquants et inventer de potentiels terroristes islamistes, il a ordonné la démolition de ce qui est le seul refuge pour des milliers de familles pauvres, comoriennes comme mahoraises. Ce sont des pauvres, avec ou sans papiers, qu'il va faire arrêter et peut-être expulser. Ce sont des familles pauvres qu'il va séparer et déchirer.

À Mayotte, les hôpitaux, les écoles et toutes les infrastructures sont sous-dimensionnées pour une population croissante qui vit à plus de 70 % sous le seuil de pauvreté. Une partie de la jeunesse est la proie de bandes armées violentes vivant du racket et du vol.

Mais le responsable de cette situation invivable, et d'abord pour les pauvres de Mayotte, toutes origines confondues, est l'État français qui ne met pas les moyens pour juguler cette pauvreté.

**Comme de bien entendu, la droite et l'extrême droite accusent l'immigration venue des Comores. Il n'y a rien de plus écoeurant !**

C'est la France qui a colonisé les Comores. Puis, au moment de leur indépendance, elle a détaché Mayotte de l'archipel avec un référendum arrangé. Il y a 50 ans, les habitants des autres îles des Comores

ont donc été transformés en étrangers, et la France, avec sa métropole à 8 000 km, a gardé le pouvoir à Mayotte.

Cette fois, les défenseurs de la « nation française » ne peuvent pas utiliser des différences de couleur de peau, de religion ou de culture pour dresser les

Français de Mayotte contre les immigrés : ils font partie du même peuple !

**Alors, cette opération n'est rien d'autre qu'une campagne infecte orchestrée par un gouvernement en mal de démagogie nationaliste et raciste.**

La politique de la France aux Comores est à l'image de la politique impérialiste qu'elle a imposée à toutes ses ex-colonies en Afrique et au Maghreb.

Sur tous les continents, pour piller des régions entières et exploiter leur main-d'œuvre, les grandes puissances ont découpé les États dans la chair des peuples. Elles ont ainsi concentré les richesses et le progrès humain entre les mains de la bourgeoisie impérialiste et plongé le reste du monde dans un océan de misère et dans des conflits incessants entre les peuples.

**Ce sont ces fauteurs de misère et de guerres qu'il faut empêcher de nuire !**

Nos dirigeants et nos exploiters nous mettent en concurrence entre travailleurs, entre femmes et hommes, entre nationaux



et immigrés. Ils voudraient nous voir nous déchirer pour les miettes qu'ils nous laissent.

**Ne les laissons pas nous diviser pour mieux écraser nos sœurs et nos frères d'exploitation !**

Beaucoup de travailleurs ont besoin de circuler pour gagner leur pain, eh bien, cette revendication doit être celle de tous !

**Il faut répondre à la lutte de classe menée par le grand patronat avec la conscience que nous faisons partie d'une seule et même classe ouvrière internationale.**

Le 1<sup>er</sup> Mai incarne cette perspective car il a été choisi par les travailleurs des différents pays pour être

## Sacrée union contre les travailleurs



Le décret assimilant tout abandon de poste de plus de deux semaines à une démission, entraînant la perte des indemnités chômage, vient d'entrer en vigueur.

La crapulerie avait été votée par les parlementaires macronistes, Les Républicains et ceux du Rassemblement national.

Pour eux, un travailleur doit être enchaîné à son poste, du moins tant qu'il n'est pas licencié par son patron.

une journée de luttes communes.

C'est aussi, cette année, la date que les organisations syndicales ont choisie pour continuer d'exprimer notre opposition à la retraite à 64 ans.

**À nous de faire que le 1<sup>er</sup> Mai 2023 sorte de l'ordinaire, avec des cortèges plus massifs que d'habitude !**

Soyons nombreux, aussi, à affirmer que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'ils constituent par-delà les frontières une même classe sociale.

Avant nous, dans tous les pays, des générations de travailleurs ont fait grève et ont, bien souvent, été en butte à la répression, le 1<sup>er</sup> Mai.

Ils se sont battus pour les revendications ouvrières mais aussi contre le

capitalisme, sa mise en concurrence des peuples, ses ravages sur la planète, son nationalisme, ses guerres.

Ils affirmaient que les travailleurs ont intérêt à en finir avec l'exploitation et l'oppression des pays pauvres par les pays riches et qu'ils en ont la force.

Ils affirmaient la nécessité de la révolution sociale à l'échelle internationale.

**Montrons que cette perspective est toujours vivante !**

**Nathalie Arthaud**

**À Chaumont, manifestation à 10h devant l'Hôtel de Ville.**

**samedi 27, vendredi 28 et samedi 29 mai**

## Fête de Lutte ouvrière Presles (Val d'Oise)

La fête de Lutte ouvrière, sera un vrai bol d'air.

Dans une ambiance fraternelle, tous pourront profiter d'une pause nature.

Ceux, nombreux, que bouleversent l'horreur de la guerre menée à nos portes et l'absurdité de cette société de classes, trouveront de multiples lieux et occasions de partager, lire, comprendre.

Rassemblement politique et festif, ce sera aussi un lieu de débats, de



culture, de lecture, de musique, de théâtre et de liberté, où les enfants auront leur place.

On y trouvera aussi bien sûr toutes les nourritures terrestres variées nécessaires pour passer de bonnes journées.

Les cartes d'entrée sont en vente auprès des militants de Lutte ouvrière. Jusqu'au 25 mai, l'entrée coûte 20 € pour les trois jours.

## Conseil municipal et conseil d'agglomération : contre un budget de restrictions pour les classes populaires

**Le conseil municipal s'est réuni pour voter le budget de la ville le 7 avril. Le conseil d'agglomération a fait de même le 11 avril. Notre camarade a voté contre les deux budgets. Voici son intervention à ce propos au conseil d'agglomération :**

« L'inflation n'est pas une fatalité mais le résultat de décisions de grands groupes capitalistes qui ont décidé d'augmenter leurs prix et de racketter ainsi toute la société en profitant de leur situation de monopole. L'État choisit de soutenir la grande bourgeoisie et coupe dans tous les budgets qui ne servent pas au financement direct du grand patronat. En restreignant le financement des collectivités locales, en supprimant la CVAE payée par les entreprises, l'État les amène à faire de même, et c'est ce que montre ce budget.

Tous les tarifs payés par les travailleurs augmentent du

taux de l'inflation, tandis que tout ce qui leur est restitué stagne ou baisse. Les tarifs sont tous en hausse de 4%, mais la subvention au CIAS n'augmente pas. Les impôts augmentent, mais pas le service rendu. L'agglomération se fait ainsi le relais de la politique de l'État. »

**Au conseil municipal, une information partielle a été donnée concernant les destructions d'immeubles à la Rochotte. Une fois encore, les décisions se prennent dans le dos des habitants.**

**Enfin, à propos de l'entreprise privée qui s'occupe des cantines scolaires de l'agglomération en prenant son bénéfice au passage, voici ce que notre camarade a relevé :**

« Le nombre de temps partiels et de contrats précaires en CDI intermittents montre comment des grands groupes soutenus par les fonds publics installent la précarité dans le monde du travail. »